

AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

6 – 15 juin 2018



| Vile prison... |

C'est une petite chose de rien, un simple petit boîtier électronique. C'est un détecteur à infrarouge ou à ultrasons connecté par RFID ou GSM comme il s'en multiplie à tous les coins de rue (ou de sentiers comme dans la haute vallée de l'Aude ou sur la montagne Sainte Victoire) depuis quelques années déjà. C'est en même temps un instrument de mesure destiné à capter la pollution, la circulation, le bruit, le poids des déchets, la météo ou encore la présence de passants, et un appareil programmé selon les algorithmes du pouvoir pour interagir avec ces derniers. Ce peut être à la fois un détecteur de mouvements et un régulateur d'intensité lumineuse. Ce peut être un mouchard sophistiqué qui emprunte les traits de banals lampadaires.

A Paris, un inconnu sort d'une pénombre que les néons des vitrines n'accrochent pas, l'œil aux aguets. Il regarde droit de-

vant lui, prêt à se faufiler dans le dédale urbain, à tourner quelques mètres encore pour se fondre à nouveau dans le décor. Quelque chose cloche pourtant au fur et à mesure de sa progression : si la lumière des lampadaires faiblit certes derrière son séant, elle l'enrobe aussi sans discontinuer d'un halo entêté à chacun de ses pas pressés. C'est un peu comme si le projecteur mobile de la ville-prison avait soudain jeté son dévolu sur sa fragile silhouette. Il peut bien se trouver au sud, au nord ou à l'ouest de la capitale (square René-Le-Gall/13e, boulevard de Courcelles/17e ou rue Antoine-Bourdelle /15e), que cela n'y change rien. Ce n'est pas un mauvais rêve : les éclairages publics de ces rues ont été fraîchement équipés de détecteurs de présence, d'ampoules à LED et de circuits électroniques, qui suivent de leur intensité tout promeneur nocturne, comme des phares lançant une alerte silencieuse aux caméras de vidéosurveillance. Plus

MAI 2018

15/05, Kiev (Ukraine).

La *cellule anarchiste Aube de la Liberté* brûle un 4x4 Toyota garé devant un immeuble de luxe.

15/05, Volos (Grèce).

L'initiative anarchiste brise les vitres de l'office de tourisme et lance de la peinture sur sa façade. La revendication mentionne une longue liste des nuisances industrielles dans et autour de cette ville qui contraste fortement avec l'image de « croissance verte » que les autorités essayent d'en donner.

16/05, Cergy (France).

Nouveau sabotage pendant la grève de la SNCF : incendie de câbles de signalisation ferroviaires à l'aide d'un fumigène, au niveau de l'arrêt Cergy-Préfecture. Circulation interrompue sur le RER A et la ligne L.

16/05, Vantoux (France).

En Moselle, l'antenne relais de téléphonie mobile d'*Orange* est incendiée. Les portables de plusieurs villages restent muets pendant au moins deux semaines.

17/05, Lüchow-Dannenberg (Allemagne).

Pendant la nuit, une filiale de la chaîne *KiK* est incendiée et entièrement ravagée. Les magasins *KiK* ont souvent été pris pour cible à cause de leur soutien aux groupes fascistes et les conditions de travail particulièrement déplorables au sein de l'entreprise.

sombre devant, plus sombre derrière, mais avec un flux de spots braqués sur toi et qui refusent de te lâcher. Une sorte d'ombre chinoise inversée qu'on peut observer de loin et de partout. Ce dispositif « intelligent » a pris indifféremment pour prétexte d'économiser de l'électricité, de protéger les chauve-souris ou les cyclistes, en adaptant la force lumineuse des lampadaires à la progression des passants, incarnant d'un jour nouveau la métaphore des lucioles qu'on ne voit que trop parce que le reste est gris comme la pacification. C'est une petite chose de rien, certes, de ridicules capteurs de présence infrarouges installés au sommet d'un mât, mais qui te placent en pleine lumière quand tu voudrais vaguer à d'aimables pérégrinations nocturnes,

Pour mieux pouvoir observer les étoiles ou réaliser quelques menues économies sur une énergie dont l'industrie et la guerre sont autrement plus voraces, le pouvoir n'a bien sûr pas choisi d'éteindre complètement son éclairage métropolitain, il l'a juste adapté, parce qu'il répond avant tout à un impératif d'ordre. Ce fut d'abord l'arrêté d'Henri II en 1558 qui promulgua dans la capitale du royaume un arrêté contre « *les larrons, voleurs, effracteurs de portes* », en ordonnant d'allumer des falots (paniers de fer remplis de résine et d'étoupes, suspendus à des potences de bois) à chaque coin de rue et au milieu des plus longues d'entre elles, de 10 heures du soir à 4 heures du matin pendant 6 mois dans l'année. Puis ce fut Louis XIV en 1667 avec son fameux « *netteté, clarté, sécurité* », qui fit installer près de 2800 lanternes en quelques mois, entretenues par les bourgeois du cru, fonctionnant chaque année du 20 octobre au 31 mars, y compris les soirs de pleine lune. Par la suite, les passages successifs de l'éclairage public d'une chandelle à carreau à une lanterne à réverbère et à huile, puis au gaz et enfin à la fée électricité –avec la lampe à incandescence aujourd'hui remplacée par des LEDs dotées de capteurs–, fut moins une préoccupation des autorités envers les chiroptères ou les couche-tard distraits, qu'un perfectionnement dans la surveillance, le contrôle et la traque des indésirables, afin de protéger le sommeil et les biens des riches.

Cette lumineuse expérimentation parisienne est à l'image de la nouvelle génération de caméras de sur-

veillance qui est en train d'arriver dans les zones rurales moins denses, où les caméras publiques à détecteur de mouvement n'auront besoin d'enregistrer que les égarés diurnes de passage, mais en étant adaptée à une zone massifiée et nocturne : chaque noctambule, piéton ou vélotracteur, formera autant de petits points mis en valeur sous toutes les coutures puis passés à la loupe des yeux de l'État sur les écrans de contrôle de la ville. Si le contrôle est bien sûr la base de ce genre de dispositifs, cet objectif n'est cependant plus le seul, puisque ces nouveaux lampadaires interactifs sont également des émetteurs et des producteurs de données, qui recensent au détail chaque déplacement, alimentant nuit après nuit le moloch d'une *smart city en devenir*.



Le terme en vogue et volontairement flou de *smart city* se réfère à tout ce qui peut être digitalisé et connecté dans la gestion et la planification d'une ville. Il s'agit à la fois d'une nouvelle source de productivité et de profit pour le capital, et de contrôle ciblé au sein d'une masse pour l'État, tant il semble clair que lorsque tout (y compris ses habitants) sera traduit en données et sera connecté dans une ville, tout et chacun deviendra traçable et visible pour les entreprises et les institutions. Les projets de *smart city* sont ainsi principalement d'ordre gouvernemental (le plus souvent, une digitalisation de la bureaucratie pour la rendre plus efficace), ou du domaine des transports et de l'énergie (il semble y avoir une préférence pour des sujets qui sont déjà pensés en termes de flux et de nœuds). Quant au domaine de la sécurité (l'intégration de différentes formes et plate-formes de surveillance, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies comme la reconnaissance faciale et l'analyse par logiciel des comportements et des situations), si elles sont moins mises en avant, c'est certainement pour éviter que la *smart city* ne soit d'emblée associée aux images dystopiques de Big Brother (bien que des États comme Singapour, la Chine ou plus près d'ici les Pays-Bas et le Royaume-Uni en testent les possibilités sans trop de retenue).

Pour garder notre exemple des lampadaires interactifs qui font la fierté de la société *Evesa*, cet « assemblage de plusieurs technologies pour détecter différents types

17/05, Rennes (France). Lors de l'occupation de l'université sur le campus de Villejean, plusieurs individus saccagent les bureaux et la cafétéria du CROUS (ordinateurs cassés, vitres brisées, des distributeurs et des réfrigérateurs dévalisés, appareils électroménagers détruits). Des doubles des badges d'accès aux bâtiments sont dérochés dans les ateliers techniques de la *Direction des ressources immobilières*.

18/05, Lisieux (France). Dans le Calvados, deux pelleuses du constructeur de taules *Eiffage* mises hors d'état de nuire sur le chantier d'extension d'une zone commerciale : la cabine de la première a été écrasée avec le bras la seconde, qui a ensuite été incendiée.

18/05, Temple-de-Bretagne (France). En Loire-Atlantique, non loin de la ZAD, incendie du central téléphonique d'*Orange* situé au pied d'une antenne de téléphonie mobile. Si les fixes seront rétablis rapidement, les portables resteront muets près de 10 jours.

19/05, Kiev (Ukraine). Le groupe de représailles anarchiste *Svyatoshino raggers* met le feu à un véhicule de luxe Acura, garé sur un parking privé et surveillé, dans un quartier de riches.

19/05, Albertville (France). Saccage du site technique d'EDF de la plaine de Conflans (matériel et engins détruits).

20/05, Houthalen-Helchteren (Belgique).

Tôt le matin, les flammes commencent à ravager le terrain d'exercice de tir à côté d'une base militaire. Au total, près de 7 hectares ont été détruits. Comme 18 foyers distincts ont été détectés par les pompiers qui ont pu empêcher que le feu atteigne la base même, la police considère qu'il s'agit d'un incendie volontaire.

21/05, Mantes-la-Jolie (France).

Dans les Yvelines, le mât renforcé de béton supportant la caméra de vidéosurveillance est scié et la caméra se fracasse à terre.

21/05, Kiev (Ukraine).

La *cellule anarchiste Fedos Shchus/FAI* incendie la voiture de luxe *Lexus* appartenant à Sergei Grachov, vice-président du Parti européen d'Ukraine. Cette revendication contient aussi un appel à brûler les propriétés des riches en réponse à l'incendie des tentes de Roms de la part de nationalistes ukrainiens dans la banlieue de Kiev mi-mai.

21/05, Hambach (Allemagne).

Des saboteurs court-circuitent la voie ferroviaire réservée au transport de lignite de la mine à ciel ouvert de RWE. Dans la revendication on peut notamment lire : « *Aux petits groupes et aux êtres humains du monde entier. Armez-vous de pierres, d'essence et de rêves, détruisez le vieux monde et montrez que nous n'avons pas peur de la répression* ».

d'usagers, car même le riverain qui descend ses poubelles doit être repéré », il nous faut dépasser le petit bout de la lorgnette. Dans un premier temps, une fois ces mouchards répandus à plus grande échelle, pourra se développer la possibilité d'établir des statistiques précises sur l'utilisation de chaque rue et bout de trottoir, afin d'optimiser –comme ils disent dans leur technolanguage– le ramassage des poubelles, les places de parking, les feux de circulation, les zones de chalandise (tel magasin de telle chose à tel emplacement), ou encore les maraudes de taxis et les patrouilles de police. Et comme on ne peut oublier que beaucoup de données sont d'abord offertes sous forme d'auto-flicage par les usagers de smartphone et d'objets connectés, quelques start-up comme *Quantmetry* (spécialisée en algorithmie) et *Dataiku* (spécialisée en analyse et construction/gestion de plate-forme de big data) se sont empressées dès 2017 de recouper les données du réseau de téléphonie mobile SFR (nombre de personnes présentes par rue et vitesse de leur déplacement) avec celles de la mesure du trafic piéton et routier fournies par la mairie de Paris à l'aide de boucles électromagnétiques dans la chaussée, et ce à l'échelle de tout un arrondissement (le 13e), afin d'y mettre au point ces fameux lampadaires à détecteurs de mouvement. A leur tour, et c'est le deuxième temps, ces derniers cracheront jusqu'en 2019 le détail de chaque déplacement individuel dans toute sa singularité, permettant encore d'alimenter, d'affiner, d'étendre, de croiser et de complexifier la base de donnée globale, et ainsi de suite.

La *smart city* ne peut pas être affrontée point par point en contestant la pertinence de ceci ou cela, mais doit être appréhendée comme une immense machine qui produit, recoupe, extrapole et génère en retour des millions de données dans tous les domaines, permettant un maillage à visée totale de toute expression de vie sur un territoire, afin de pouvoir rationaliser les flux (de marchandises au quotidien comme de militaires en cas de troubles), de lancer une alerte ciblée, de retracer la source d'un problème et d'y remédier le plus vite possible. Ce n'est ni plus ni moins qu'un projet de contrôle et de gestion adapté à une société de masse, destiné à réguler et développer des réponses à toutes les failles et autres anomalies statistiques sélectionnables à volonté à partir de normes elles-mêmes

flexibles et manipulables à l'envie (c'est le plaisir de disposer de *big* datas que de modifier les paramètres d'interrogation de la base de donnée). Capteurs de bruits, de mouvements, d'ondes, d'horaires, de chaleur corporelle, de température, de sons ou d'utilisation de l'espace public comme privé (si Linky ou le GPS embarqué d'office dans les voitures neuves depuis 2017 vous disent quelque chose) : une fois brassés dans la grande moulinette du data capté à tous les coins de rue et de ses applications, aucun ne manquera à l'appel dans un futur proche pour resserrer davantage les filets de l'exploitation, du contrôle et de la dépossession généralisée de nos vies.

Il n'est donc pas surprenant que des Bouygues, Suez, Mastercard ou EDF soient aussi partie prenante du concours annuel à projets *Datacity* lancé par la ville de Paris et l'incubateur de start up NUMA (le coup de lampadaires-balances est un des dix projets retenus de 2017). Ou que malgré toutes les restrictions liées aux mesures « anti-terroristes » qui n'en finissent plus, un petit avion ait été autorisé à survoler à basse altitude Paris et ses abords pendant quatre mois jusqu'au 30 septembre prochain. Cet avion qui appartient à la société *Aerodata* (de Lille), doit numériser à l'aide de caméras les 180 000 bâtiments de la capitale, données complétées par les géomètres de *Geosat* (basée à Bordeaux), chargés de leur côté d'effectuer des relevés de rues au sol avec un laser-scanner, avant que le tout ne fasse l'objet de la première carte en 3D de Paris, réalisée par *Luxcarta* (basée à Nice). Cette maquette 3D à trois millions d'euros sera l'une des données fondamentales permettant d'exploiter finement toutes les autres, en étant mise à disposition de tous les requins des start-up pour stimuler le décollage d'une *smart city* plus envahissante que jamais.

Il n'en va pas autrement dans le domaine de la sécurité, si bien que les différentes autorités lancent régulièrement leurs propres « hackathons » pour permettre aux informaticiens, mathématiciens et autres ingénieurs d'exploiter leurs précieuses données : suite à celui nommé *Nec Mergitur* de janvier 2016, la Préfecture de police de Paris et la ville ont par exemple sélectionné parmi 400 participants la start-up *Etaonis* qui aidera les flics à « filtrer l'information, fiabilisée et géolocalisée, depuis les réseaux sociaux » ou *Repaire*, qui élaborera un service grâce auquel les forces de l'ordre

22/05, Remlingen (Allemagne). Un champ expérimental pour le développement de pesticides est saboté pendant la nuit.

22/05, Elefsina (Grèce). Le *département des visiteurs* brise les vitres du tribunal et lance de la peinture à l'intérieur.

23/05, Munich (Allemagne). Le centre culturel alterno « *Bahnwärter Thiel* » est frappé par un incendie criminel. Ce centre culturel joue un rôle prépondérant dans la gentrification et la légalisation de la subculture underground, comme par exemple avec son projet de graffitis légaux, et ses entrées à 12 euros. En avril, face au centre, un grand slogan avait été peint qui disait « *Attaquer Bahnwärter Thiel* ». L'incendie a fait quelques dégâts.

24/05, Louvain (Belgique). Une caravane électorale du parti nationaliste de droite (au pouvoir) N-VA est incendiée.

24/05, Nord (France). Dans le nœud ferroviaire stratégique entre Lens et Béthune, des sabotages constitués de « *cordes lestées, enroulées et nouées autour des caténaires* » provoquent la suppression de plusieurs trains et des retards jusqu'à trois heures sur une dizaine d'autres.

24/05, Cholet (France). L'entrée de la mission locale, relais de l'État dans les quartiers, est incendiée à l'aide d'un container à poubelle, et

doit fermer pour quelques mois.

24/05, Munich (Allemagne). Des inconnus lancent des molotovs par-dessus un mur derrière lequel sont garés des véhicules de la *Stadtwerke*, les services municipaux. Plusieurs véhicules endommagés.

25/05, Grenoble (France). Saccage du centre de langues de l'université : tags, matériel informatique cassé et dérobé, plafonds des salles arrachés, toiture végétalisée du bâtiment dégradée.

25/05, Berlin (Allemagne). Pendant la nuit, une voiture sportive de luxe est incendiée. Les journaux disent qu'il ne se passe pas une semaine sans que ne flambe une voiture de luxe dans la capitale allemande.

26/05, Thônes (France). En Haute-Savoie, sur la D4 qui mène au col de la Colombière, incendie de deux engins de chantier de l'entreprise *Colas* (filiale de *Bouygues*). Deux autres engins en contrebas sont endommagés et du matériel de chantier jeté dans le ravin. Le 15 mai, un autre engin avait été saboté du côté de Petit-Bornand-les-Glières, retardant le chantier. Ces travaux de bétonnage de la montagne ont pour prétexte le passage du Tour de France en juillet prochain.

26/05, Saint-Martin-Bellevue (France). En Haute-Savoie, incendie d'un supermarché *Carrefour Contact*, à l'heure où la multinationale

pourront accéder aux plans de tous les bâtiments en 2D et 3D. De son côté, le ministère de la Justice n'est pas non plus en reste, avec par exemple son «hackathon» de janvier 2018 proposant à la centaine de participants d'imaginer la plateforme numérique de la future *Agence nationale du travail d'intérêt général*, destinée à « améliorer le suivi de l'exécution de la peine afin de veiller à ce que la sanction soit effective »... Ceci est bien entendu rendu possible grâce à la digitalisation complète des données de ce ministère, de l'ensemble des jugements rendus et des données sur les condamnés jusqu'à une stricte future interconnexion avec les structures où ces travaux forcés devront être accomplis. Et puisqu'on en est là, rappelons que d'avril à juin 2017, les cours d'appel de Douai et de Rennes ont été autorisées à travailler avec la start-up *Predictive*, lauréate d'un précédent concours, qui lui a permis de digitaliser la jurisprudence des cours d'appel et de cassation, soit des centaines de milliers de documents, afin de faire tourner son logiciel qui établit les chances de succès d'un dossier judiciaire et évalue le montant probable des indemnités.

Avec la récente expérimentation grandeur nature de « cet outil d'aide à la décision pour les juges pouvant aussi être un moyen de désengorger les tribunaux », l'Etat s'engage ici dans l'autre facette du big data : l'extrapolation du futur à partir de la somme des occurrences passées, en utilisant l'intelligence artificielle pour anticiper et prédire des événements, soit la dite justice prédictive qui a comme un air de *Minority Report*. Au même titre d'ailleurs que les forces de l'ordre qui entendent orienter leurs patrouilles à partir de la somme d'éléments générés par leurs nouvelles tablettes NEO, pour gonfler leurs stats de flagrants délits (notamment sur les cambriolages ou les vols de voiture). Ou que le quartier d'affaires de la Défense à Paris, qui regroupe les sièges de nombreuses multinationales, et a inauguré en janvier 2018 son « hyperviseur », une intelligence artificielle récoltant et analysant les données des 14 000 balises et 321 caméras déployées sur la dalle.

Tout ceci plaide plus que jamais pour sortir des sentiers battus en cultivant l'imprévu et la singularité, l'imagination et la détermination, loin de la statistique des grands nombres, comme nous l'apprennent ces inconnus qui ont réduit en cendres des voitures de ma-

tons devant les prisons de Fresnes ou de Valence les 31 mai et 5 juin dernier. Ou comme nous le montre le *Groupe Volcan Détruire la domination de réseau*, qui a incendié un nœud composé de huit câbles de 10 000 volts passant sous le pont Mörschbrücke de Berlin le 31 mars de cette année. En plus de priver 400 commerces d'électricité pendant de longues heures, cette attaque a notamment paralysé de parc de biotechnologies voisin et coupé internet sur de longues distances, vu que d'importants réseaux de fibre optique (notamment militaires) passaient aussi par là. Dans son communiqué, le groupe n'a pas manqué de préciser : « *Il faut l'intervention de ceux qui ne veulent plus rester spectateurs. Par exemple, à travers des attaques contre le fonctionnement des métropoles. Par exemple, à travers des sabotages des structures qui permettent cette destruction [de nos vies], en attaquant les infrastructures, l'intelligence artificielle, la Smart City, l'Industrie 4.0 – les formes de surveillance de toutes sortes.* »



Pour en revenir à nos candélabres interactifs, face à ce genre de problèmes très contemporains, l'éminent Dr A. Lonzi, ophtalmologue en prospective urbaine trop tôt disparu, affirmait que toute demie-mesure en la matière était vaine (dénicher et neutraliser les différents capteurs, y compris d'images, un à un), proposant plutôt de se rendre directement du côté de leur source. A titre de traitement curatif, il suggérait que le regard pourrait par exemple se tourner vers le quartier de la Planoise à Besançon, où l'incendie du transformateur électrique avait plongé les yeux de l'État dans le noir en mars 2015 lors d'une émeute, ou encore vers la ville de Niort, où de nombreuses armoires électriques qui alimentent l'éclairage public de plusieurs rues ont été régulièrement sabotées en mars 2018. A titre de traitement préventif par contre, vu qu'il est bien connu qu'il est tout aussi important de prévenir que de guérir, il ajoutait que le regard pourrait par exemple se tourner vers toutes ces petites structures diffuses et décentralisées nommées start-up, qui pullulent à droite à gauche pour rendre toutes ces données fonctionnelles à la domination. C'est en tout cas ce qu'en disait le bon docteur A. Lonzi, dont l'acuité n'était certainement pas artificielle.



entend en fermer des centaines, par la mise à feu d'un local de stockage de 200 m². Revendiqué par *L'autonome des caissier-e-s enragé-e-s*, notamment contre « *l'esclavage quotidien* ».

26/05, La Corogne (Espagne). Toutes les vitres du local de *Marea Atlántica* (parti politique citoyeniste à la tête de la ville, soutenu par *Podemos*) sont détruites, après que leur rideau de fer ait été forcé. L'attaque fait notamment référence à la récente expulsion du centre social occupé *A Insumisa*.

27/05, Roverè della Luna (Italie). Dans le Trentin, huit véhicules de l'armée, dont deux chars Leopard et des bus, sont incendiés au sein de cette caserne utilisée comme stand de tir et centre d'entraînement du Génie.

27/05, Brecht (Belgique). Deux hangars d'une entreprise spécialisée dans les forages partent en fumée pendant la nuit. 4500 mètres carrés sont détruits, contenant des camions, du matériel, des machines de forage, des stocks,... Les toits des hangars se sont effondrés, il n'en reste plus rien.

29/05, Athènes (Grèce). *Le noyau pour la mémoire et la continuité révolutionnaires – FAI/FRI* dédie l'incendie d'une filiale de la *Banque du Pirée* à l'anarchiste Spiros Davilas, compagnon en cavale depuis longtemps qui s'est donné la mort lorsque les flics ont pris d'assaut la planque où il se

trouvait. Ils appellent aussi à la solidarité avec Simon Seisidis, actuellement en prison et qui passera début juin en appel suite à une condamnation à 36 ans pour un braquage de banque en 2006 (quand avait été blessé et arrêté le compagnon Giannis Dimitrakis).

29-30/05, Ecrouves (France). En Meurthe-et-Moselle, révolte au centre de détention (CD). Plusieurs prisonniers refusent de réintégrer les cellules et grimpent sur le préau, munis de pierres, avant d'en être délogés par les ERIS. Le lendemain, trois d'entre eux placés en quartier disciplinaire y mettent le feu, mettant hors service ses cellules pour un bon bout de temps.

30/05, Brest (France). La permanence électorale de *La République en Marche* (LRM), dans le quartier Navarin, perd sa vitrine à l'aide d'un gros pavé.

31/05, Fresnes (France). Dans le Val-de-Marne, une voiture et un scooter de matons garés devant le mirador de la prison sont incendiés dans la nuit, et deux autres voitures de leurs collègues sont endommagées par les flammes sous les acclamations des prisonniers.

31/05, Palaiseau (France). Après avoir incendié une chambre, deux retenus du centre de rétention administrative (CRA) fracassent le nez d'un flic puis tentent l'évasion. Ils sont malheureusement repris à

| Que tourne le vent ! |

« *L'éolien industriel n'est jamais que la poursuite de la société industrielle par d'autres moyens. Autrement dit, une critique pertinente de l'électricité et de l'énergie en général ne saurait être autre chose que la critique d'une société pour laquelle produire massivement de l'énergie est une nécessité vitale. Le reste n'est qu'illusion : approbation masquée de la situation présente, qu'elle contribue à maintenir dans ses aspects essentiels.* »

Le vent nous porte sur le système, 2009

Une nuit d'orage. Les décharges électriques illuminent le ciel tandis que les coups de tonnerre semblent annoncer la fin du monde. Si cette dernière n'est pas arrivée ce 1er juin 2018 à Marsanne (Drôme), il s'est pourtant bien passé quelque chose cette nuit-là, ou plutôt deux choses, qui ont enfin rencontré un destin inespéré : deux éoliennes ont été attaquées. L'une a entièrement flambé, la seconde a été endommagée. Les pandores dépités et le groupe RES n'ont pu que constater les traces d'effraction sur les deux portes d'entrée des colonnes géantes, sur lesquelles sont juchées la turbine et les ailes de ces monstres industriels de l'énergie renouvelable. Deux de moins, sur les quelques milliers implantées en France au cours de cette dernière décennie. Ou plutôt trois, si on compte l'incendie de celle du plateau d'Aumelas, non loin de Saint-Pargoire (Hérault), quatre jours plus tard, par un de ces hasards du calendrier qui fait parfois bien les choses.

Que ces éoliennes n'aient plus rien à voir avec les pittoresques moulins à vent d'antan – qui, cela dit en passant, furent dans la plupart des cas d'importantes sources d'accumulation pour le notable plus ou moins local, s'attirant souvent les foudres de la colère paysanne – est sans doute assez évident. Mais alors, pourquoi les États de nombreux pays encouragent-ils l'implantation de ces « fermes d'éoliennes » sur les hauteurs des collines, des vallées et jusque dans la mer ? Ce n'est peut-être pas par calcul exclusivement

mathématique, car mêmes les ingénieurs ne peuvent modifier tous les chiffres, et doivent admettre que les éoliennes ne tournent pas plus de 19 % du temps à l'année (un facteur de capacité bien plus bas que les centrales nucléaires qui atteignent 75 % ou les centrales à charbon, entre 30 et 60 %). Ce ne peut pas non plus être par volonté de transformer tout le parc énergétique en « renouvelable », vu que cela est tout bonnement impossible en maintenant le même taux d'électricité dévorée (pour la France, cela reviendrait à implanter une éolienne tous les 5 km²). Ce ne peut pas non plus être par souci de « l'environnement », sauf à se laisser embobiner par les discours smart d'une technologie propre, vu que rien que la production et l'installation d'éoliennes (sans parler du réseau électrique centralisé auquel il faut les raccorder) implique l'extraction de matières très rares et très toxiques, des bateaux bouffeurs de pétrole pour transporter les minerais, d'énormes usines pour les fabriquer, des autoroutes pour acheminer les pièces, et ainsi de suite. Enfin, cela ne peut pas être non plus pour mettre des bâtons dans les roues des grandes multinationales de l'énergie qui ont accumulé des fortunes notamment avec le pétrole et le gaz, car ce sont ces mêmes entreprises qui investissent massivement dans les énergies renouvelables. Non, par ces biais-là, nous n'allons rien comprendre, il nous faut trouver une autre explication.

Éliminons aussi d'emblée toutes les fanfaronnades environnementales et écologistes, désormais brandies non plus seulement par les citoyenistes de service, mais aussi par presque chaque entreprise, chaque État, chaque chercheur. Il n'y a aucune « transition énergétique » en cours, il n'y en a jamais eu dans l'histoire. Quoiqu'en disent les employés chéris des start-up technologiques, l'exploitation de la force musculaire de l'être humain n'a jamais été abandonnée... La généralisation de l'utilisation du pétrole n'a pas engendré l'abandon du charbon. L'introduction par la force du nucléaire n'a signifié nulle part la disparition des centrales « classiques » fonctionnant au gaz, au fioul ou au charbon. Il n'y a pas de transitions, il n'y a que des additions. La recherche accélérée de nouvelles ressources énergétiques correspond uniquement à des intérêts stratégiques, et certainement pas éthiques. Dans un monde qui n'est pas seulement dépendant de

hauteur du portail par des renforts policiers accourus de l'extérieur.

JUIN 2018

1/06, Marsanne (France). Dans la Drôme, une éolienne industrielle de groupe RES est détruite et une seconde endommagée, après que leurs portes aient été fracturées puis les armoires électriques du haut du mât comme du bas enflammées. Deux millions d'euros de dégâts. Attaque revendiquée par des « *individus agissant pour leur compte, s'associant occasionnellement en commandos de sabotage...* »

1/06, Vaulx-en-Velin (France). Attaque du poste de la police municipale à coups de pierres et de molotovs. Vitres fissurées et façade noircie.

2/06, Ilseburg (Allemagne). La veille d'une marche de néo-nazis à Goslar, la ligne de train vers cette ville est sabotée : les inconnus ont coulé des fers à béton sur la voie, incendié un pneu et endommagé les câbles de signalisation qui courent dans les rigoles le long de la voie. Tout le trafic ferroviaire est paralysé, empêchant de se rendre en train à ce défilé néo-nazi.

4/06, Nîmes (France). 49 des 52 bus du réseau Tango et Tempo stationnés au dépôt de *Kéolis Languedoc* perdent trois à quatre vitres chacun à coups de marteaux ou de brises glace. Le trafic d'une vingtaine de lignes de la ville est interrompu, le service de transport vers les bagnes

scolaires est très perturbé.

4/06, Berlin (Allemagne).
Un fourgon d'*Amazon* est incendié. La revendication insère l'attaque dans une critique de la smart city et des technologies.

5/06, Valence (France).
Deux voitures de matons garées devant la prison sont incendiées. Des photos de la vie privée d'un troisième surveillant tirées de Facebook sont laissées sur place et une inscription est taguée sur un mur : « *premier avertissement* ».

5/06, Beringen (Belgique).
Pendant la nuit, un fourgon de la police est incendié juste sous le nez des flics présents dans le commissariat.

7/06, Thessalonique (Grèce).
Les *rebelles/exilés* attaquent un fourgon de la police anti-émeute. A la fin de la longue revendication, un PS mentionne leur solidarité avec la lutte à la ZAD et avec ceux qui ont été arrêtés pour les émeutes lors du G20.

8/06, Montpellier (France).
Les grandes vitres d'une compagnie d'assurance reçoivent des coups de marteau dans la nuit. Un tag « *Zéro bla bla + de tracas* » et des photos de Macron sont laissés sur place.

9/06, Dresde (Allemagne).
Près d'un hôtel, deux véhicules de la *Bundeswehr*, l'armée allemande, sont incendiés au cours de la nuit.

l'énergie électrique, mais en est hyper-dépendant, la diversification des façons de la produire est de mise. Pour augmenter la résilience de l'approvisionnement, d'une importance primordiale dans un monde connecté qui fonctionne à flux tendu à tous les niveaux, le mot d'ordre est de diversifier et de multiplier les sources, y compris pour faire face aux fameux « pics de consommation » qui, pour des raisons techniques, ne peuvent être affrontés par un seul type de production énergétique (comme le nucléaire, par exemple). D'où non seulement le développement de l'éolien et du solaire, mais aussi des centrales à biomasse, du colza génétiquement modifié pour servir de *biocarburant* (quelle acrobatie permet le langage du technomonde !), de nouveaux types de centrales nucléaires, de matériaux conducteurs nanoproducts qui promettent de réduire d'infimes micro-pourcentages la perte de chaleur lors du transport de l'électricité, et la liste n'est pas close. Il n'est donc pas étonnant que sur les trois domaines désignés par les programmes de recherche européens subventionnés dans le cadre d' *Horizon 2020*, l'un soit celui de l'énergie.



Mais alors, qu'est-ce qu'est cette énergie, et de quoi relève la question énergétique en général ? Comme de nombreuses luttes du passé l'ont mis en lumière, notamment celles contre le nucléaire, l'énergie est un axe-pivot de la société industrialisée étatique et capitaliste. Si énergie signifie production, la production permet le profit par la marchandisation. Si énergie signifie puissance, la puissance permet la guerre, et guerre signifie pouvoir.

Le pouvoir octroyé par le contrôle de la production d'énergie est immense. Les États occidentaux n'ont pas attendu la crise pétrolière de 1973, lorsque leur dépendance envers des pays producteurs de pétrole voulant suivre leurs propres desseins de pouvoir est devenu évident aux yeux de tous, pour s'en rendre compte. Ce fut alors un des principaux mobiles de plusieurs États, dont la France, pour justifier la multiplication des centrales nucléaires : disposer d'une relative indépendance énergétique et s'en servir comme arme pour contraindre d'autres pays à rester dans les rangs.

Mais une chose est peut-être plus importante encore, et c'est là que la critique du nucléaire et son monde nous permet de saisir dans toute son ampleur le rôle de l'énergie dans la domination : le nucléaire vient confirmer que seuls l'État et le Capital doivent détenir les capacités de produire de l'énergie, que ces capacités représentent un rapport lié au degré de dépendance des populations, que tout sursaut révolutionnaire voulant transformer radicalement le monde devra se confronter à ces mastodontes de l'énergie. Bref, qu'énergie signifie domination. Comme le soulignait un essai critique très étayé d'il y a quelques années reliant la question du nucléaire à celle des éoliennes : « *l'essentiel de l'énergie consommée actuellement sert à faire fonctionner une machinerie asservissante dont nous voulons sortir.* »

Pourtant, évoquer la question de l'énergie suscite encore souvent, y compris parmi les ennemis de ce monde, au minimum un certain embarras. Nous associons en effet facilement l'énergie à la vie, à l'instar des énergéticiens qui ont amplement contribué à répandre une vision qui explique tout phénomène vital par des transferts, des pertes et des transformations d'énergie (chimique, cinétique, thermodynamique,...). Le corps ne serait ainsi qu'un amas de processus énergétiques, tout comme une plante ne serait qu'un ensemble de transformations chimiques. Un autre exemple de comment une construction idéologique influence – et est à son tour influencé par – les rapports sociaux, est l'association très actuelle entre mobilité, énergie et vie. Se déplacer en permanence, ne pas rester sur place, « voir du pays » en sautant d'un TGV à un avion *low cost* pour traverser en un clin d'œil des centaines de kilomètres, est un nouveau paradigme de « réussite sociale ». Voyage, découverte, aventure ou inconnu sont des mots qui figurent désormais en bonne place sur tous les écrans publicitaires, détruisant par une assimilation faussée tout un pan de l'expérience humaine, réduite à des visites rapides et sans risque de lieux aménagés à cette fin. Jusqu'à loger dans la chambre d'inconnus, dûment contrôlés, garantis et exploités par le fichage et les bases de données d'une plate-forme virtuelle. C'est peut-être aussi pour cela que les joues rougissent ou que les lèvres commencent à trembler

11/06, Kouaoua (France).

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, la serpentine qui achemine le nickel de la mine vers le port est incendiée en Nouvelle-Calédonie. Deux départs de feu ont enflammé 800 mètres de ce tapis-roulant de la compagnie *SLN*.

13/06, Sartrouville (France).

Dans les Yvelines, une caméra de vidéosurveillance est neutralisée par des tirs de carabine.

13/06, Asti (Italie).

Dans le Piémont, deux foyers d'incendie réduisent en cendres les locaux des services de l'état civil de la ville. Les pompiers ont travaillé toute la nuit, sans parvenir à empêcher les ordinateurs de fondre et les archives d'être consumées par les flammes.

14/06, Madrid (Espagne).

Des anarchistes revendiquent la destruction de vitres de plusieurs agences immobilières à Vallecas, Tetuan, Carabanchel et plusieurs quartiers du centre-ville, notamment « *contre les processus d'embourgeoisement des quartiers, leur contrôle social, leur vidéo-surveillance et la militarisation des rues.* »

15/06, Corbeil-Essonnes (France).

En pleine matinée, une voiture banalisée de la police est incendiée devant le comico. Un homme est arrivé à vélo, a sorti de son sac un bidon d'environ 5 litres puis a aspergé le véhicule d'essence devant les yeux éberlués des mateurs planqués derrière leur vidéosurveillance.

lorsque quelqu'un ose suggérer qu'il faudrait couper l'énergie à ce monde.

Vaincre cet embarras n'est pas chose aisée. Toute une propagande étatique nous met continuellement en garde, images de guerres bien réelles à l'appui, sur ce que signifie la destruction de l'approvisionnement en énergie. Pourtant, un petit effort pour se débarrasser des chimères qui hantent nos têtes serait un pas nécessaire. Et cela, sans pour autant vouloir développer des « programmes alternatifs » pour résoudre cette question, car dans ce monde-ci, elle ne peut être résolue. Les villes modernes ne peuvent se passer d'un système centralisé d'énergie, qu'elle soit produite par des centrales nucléaires, des nanomatériaux ou des éoliennes. L'industrie ne peut se priver de dévorer des quantités monstrueuses d'énergie.

Le pire – et c'est ce qui est déjà en partie en train de se réaliser, non seulement au sein des combats contre la gestion énergétique et l'exploitation des ressources, mais aussi contre le patriarcat, le racisme ou le capitalisme – serait que par souci de ne pas rester les mains vides face à un avenir trouble et incertain, les recherches et les expérimentations d'une autonomie viennent alimenter les progrès du pouvoir. Les éoliennes expérimentales au sein de communautés hippies des années 60 aux États-Unis ont peut-être mis quelque temps avant de faire leur entrée en scène industrielle, mais c'est aujourd'hui un important vecteur de la restructuration capitaliste et étatique. Comme le résumait un récent texte esquissant des perspectives de lutte en s'inspirant des conflits en cours dans différents coins du monde autour de la question énergétique : « Certes, à la différence du passé, il est possible que dans ce 3e début de millénaire le désir de subversion se croise avec l'es-

poir de survie sur un même terrain, celui qui vise à entraver et empêcher la reproduction technique de l'existant. Mais c'est une rencontre destinée à se transformer en affrontement, parce qu'il est évident qu'une partie du problème ne peut être en même temps une partie de la solution. Pour se passer de toute cette énergie principalement nécessaire aux politiciens et aux industriels, il faut vouloir se passer de ceux qui la cherchent, l'exploitent, la vendent, l'utilisent. Les nécessités énergétiques d'une civilisation entière – celle de l'argent et du pouvoir – ne peuvent certainement pas être remises en question juste à cause du respect pour des oliviers centenaires, pour des rites ancestraux, ou pour la sauvegarde de forêts et de plages déjà en bonne partie polluées. Seule une conception autre de la vie, du monde et des rapports peut le faire. Seul cela peut et doit remettre en question l'énergie – dans son usage et ses faux-besoins, et donc aussi dans ses structures – en remettant en question la société même. ».

Et si cette société titanesque va effectivement vers le naufrage, en réduisant ou détruisant au passage toute possibilité de vie autonome, toute vie intérieure, toute expérience singulière, ravageant les terres, intoxiquant les airs, polluant les eaux, mutilant les cellules, pensons-nous vraiment qu'il serait déplacé ou trop hasardeux de suggérer que pour nuire à la domination, pour avoir quelques espoirs d'ouvrir des horizons inconnus, pour donner quelque espace à une liberté sans mesure et débridée, saper ses fondements énergétiques ne pourrait pas constituer une des pistes des plus précieuses ?



Considérons ce que nous avons en face et autour de nous : partout dans le monde, des conflits sont en cours autour de l'exploitation des ressources naturelles ou contre la construction de structures énergétiques (parcs éoliens, centrales nucléaires, oléoducs et gazoducs, lignes à haute tension et centrales à biomasse, champs de colza génétiquement modifié, mines,...). Tous les États considèrent ces nouveaux projets et les infrastructures énergétiques existantes comme des « *infrastructures critiques* », c'est-à-dire primordiales pour le pouvoir. Vu la centralité de la question énergétique, il n'y a pas non plus à s'étonner de lire dans le rapport annuel d'une des agences les plus réputées d'observation des tensions politiques et sociales dans le monde (subventionnée par les colosses mondiaux des assurances), que de tous les attentats et sabotages rapportés comme tels sur la planète et perpétrés par des acteurs « *non-étatiques* », toutes tendances et idéologies confondues, 70% visaient des infrastructures énergétiques et logistiques (soit des pylônes, des transformateurs, des oléoducs et des gazoducs, des antennes-relais, des lignes électriques, des dépôts de carburants, des mines et des chemins de fer).

Certes, les motivations qui peuvent animer ceux qui se battent au sein de ces conflits sont des plus diverses. Tantôt réformistes, tantôt écologistes, tantôt relevant de revendications indigènes ou religieuses, tantôt révolutionnaires ou parfois tout simplement pour renforcer les assises d'un État – ou d'un futur État. Loin de nous l'idée de négliger le développement, l'approfondissement et la diffusion d'une critique radicale de tous les aspects de la domination, mais ce que nous voudrions souligner ici est qu'au sein même d'une partie de ces conflits asymétriques se diffuse également une mé-

thode de lutte autonome, auto-organisée et d'action directe, rejoignant de facto les propositions anarchistes en la matière. Au-delà des potentiels insurrectionnels que pourraient avoir les conflits autour de nouveaux projets énergétiques, laissant peut-être entrevoir des possibilités d'une révolte plus vaste et massive contre ces nuisances, il est en tout cas clair que la production, le stockage et l'acheminement de toute l'énergie dont cette société a besoin pour exploiter, contrôler, faire la guerre, soumettre et dominer, dépend invariablement de toute une série d'infrastructures disséminées à travers tout le territoire, favorisant par là l'action dispersée en petits groupes autonomes.

Si l'histoire des combats révolutionnaires regorge d'exemples très indicatifs concernant les possibilités d'action contre ce qui fait fonctionner la machinerie étatique et capitaliste, jeter un coup d'œil aux chronologies de sabotages de ces dernières années montre que le présent dans nos contrées n'en est pas dénué non plus. Se défaire des embarras, regarder *ailleurs et autrement*, expérimenter ce qui est possible et ce qui se tente, voilà des sentiers à explorer. Personne ne peut prévoir ce que cela peut donner, mais une chose reste certaine : cela relève de la pratique anarchiste de la liberté.



| L'Etat et la révolution |

Toutes les sociétés modernes vivent sur la conception d'une autorité supérieure à l'homme, et par conséquent en dehors, au-dessus de la collectivité humaine. A l'époque où la religion dominait, maîtresse des esprits et des choses, cela s'appelait le *Droit divin*. L'autorité était investie d'un caractère sacré. L'obéissance était un devoir, le Pouvoir un sacerdoce. Il ne devait de compte qu'à Dieu, dont il était institué.

Cet état de choses dura jusqu'à la Révolution française, qui arracha le droit du ciel pour le remettre à l'homme. A partir de 89, l'État ne fut plus le représentant du Droit de Dieu, mais le représentant du Droit humain, de la Société. Le consentement populaire, le consentement universel, présumé ou effectif, devint sa base. Cela s'appela être l'organe de la société, agir et commander en son nom, au mieux de ses prétendus intérêts.

En principe, cette Révolution était immense, et semblait trancher définitivement la question. En fait, elle ne tranchait rien, et l'expérience des quatre-vingts années écoulées depuis le Serment du jeu de paume, est là pour le démontrer surabondamment.

En effet, si on avait changé l'origine du Droit de l'État, on avait respecté ce Droit.

S'il cessait de le tenir de Dieu, pour être censé le tenir, ou même pour le tenir réellement de la volonté du peuple, les choses ne s'en trouvaient guère modifiées dans la pratique.

L'État parlait au nom du peuple, au lieu de parler au nom de Dieu, cela est vrai ; — on

avait transporté du monde métaphysique au monde terrestre la toute-puissance, mais cette toute-puissance avait été respectée. — Qu'il fut oint par le Seigneur, ou mandataire plébiscitaire de la soi-disant Souveraineté nationale, l'État, représenté par un homme, ou par une assemblée, n'en avait pas moins les mêmes prérogatives, la même omnipotence. Du moment où le peuple avait dit oui, avec plus ou moins de connaissance de cause, tout était fini entre le Peuple et le Pouvoir.

Le peuple réputé infaillible, tout-puisant, source sacrée de l'autorité, du Droit, avait transmis au Pouvoir tous ses droits, toute son autorité, son omnipotence et son infaillibilité. — L'État n'en était donc pas moins séparé de la nation, de la société, n'en était pas moins en dehors d'elle, au-dessus d'elle.

Le vieux respect de l'autorité, la vieille tutelle de quelques-uns sur tous, n'avaient point disparu. Sous d'autres noms, c'était la même chose. — Au lieu de prendre à droite, on avait pris à gauche, mais on était arrivé au même point, et le résultat n'était pas changé.

L'erreur, erreur inévitable, sans doute, avant d'en avoir fait l'expérience, était de croire qu'en modifiant l'investiture du Pouvoir, qu'en substituant le consentement populaire au fatalisme du droit divin, qu'en substituant le mode électif et représentatif au mode aristocratique et héréditaire, on modifiait l'essence du Pouvoir.

Le mal n'est pas que l'État agisse au nom de tel ou tel principe, — c'est qu'il soit !

Le mal n'est pas qu'on m'opprime au nom

de Dieu et du bon plaisir, ou au nom de la société et du plébiscite, — c'est qu'on m'opprime.

Que le peuple nomme ses prétendus représentants par la voie du suffrage universel, ou qu'il soit gouverné par quelques privilégiés de la naissance ou de la fortune, — peu importe. Le Peuple n'en est pas moins à la merci de ces représentants, qui, élus ou non, du moment qu'ils entrent dans le Pouvoir et deviennent l'État, sont, par le fait, séparés du Peuple, en dehors du Peuple, au-dessus du Peuple, ennemis du Peuple.

Ce qui est mauvais, ce qu'il faut détruire, ou changer, si l'on préfère, ce n'est pas ceux qui auront charge de devenir l'État, d'agir et de gouverner en son nom, — c'est la conception de l'État, car vous aurez beau changer les hommes, modifier leur mode d'élection, les contraindre à mettre en tête de leurs actes : *au nom du Peuple!* — Le Peuple n'en sera pas plus libre, le Peuple n'en sera pas moins la chose qu'on gouverne, et c'est là qu'est la plaie, non ailleurs.

L'État, quel qu'il soit, quel que nom qu'on lui donne, dictature d'un homme ou d'une assemblée, république ou monarchie, absolue ou constitutionnelle, ne peut être ni démocratique, ni révolutionnaire, ni même *libéral*, puisqu'il représente le POUVOIR, qui est despotique et réactionnaire par nécessité, par essence, ni personnifier la liberté, l'égalité, puisqu'il personnifie L'AUTORITÉ, quelque chose qui domine, qui régit, qui mène la société, par conséquent qui l'opprime et qui l'écrase, qui substitue sa volonté à la sienne, qui prétend gérer mes intérêts, veiller à mon salut, m'enseigner ce que je dois faire, penser et agir en mon lieu et place.

Il ne peut non plus être la justice, ni la vérité : — la justice parce qu'il est le pre-

mier des privilèges, parce qu'il fait la loi et l'applique sans la subir ; — la vérité, parce qu'il est fatalement l'image exacte des passions, des lumières, des préjugés et des capacités de ceux en qui il s'est incarné.

Si vous faites des lois, comme on le tente depuis quatre-vingts ans, pour vous protéger contre l'État et son omnipotence, vous reconnaissez que vous avez besoin de vous protéger contre lui ! — Qu'est-ce donc alors que ce protecteur contre lequel il faut se protéger ? Et puisqu'il faut vous protéger contre lui, il est donc dangereux ? Mais qui sera chargé d'appliquer ces lois de précaution contre l'État ? L'État encore, puisque vous lui avez tout confié, tout remis !

Qui ne voit qu'il y a là, en principe, un cercle vicieux ?

En fait, c'est bien pis.

Il y a, quoi qu'on fasse, une logique qui domine tout, et ce qui existe, ce qui a vie tentera toujours par une loi générale, légitime, de développer sa vie, de renverser les obstacles qui le gênent. — L'État existe, il veut donc vivre et se développer. — Il luttera donc contre les obstacles que vous dresserez devant lui. Il essaiera de les briser, et comme vous l'avez investi de la force, comme vous êtes désarmés, il y réussira.

La situation étant donnée, le principe étant posé, vous voilà voués aux Révolutions sans fin, comme aux Révolutions stériles.

Ouvrez l'histoire, et depuis quatre-vingts ans, en France, où le problème s'est d'abord posé dans toute sa netteté, vous voyez la lutte engagée entre le Peuple et l'État.

Le Peuple qui ne croit plus au droit divin, à qui on a appris à regarder l'État comme sa représentation, créée pour satisfaire à ses

besoins, n'a plus pour l'État ce respect timide, cette résignation stupide que lui imposait jadis la croyance en son origine providentielle. Donc il le discute, et, en vertu de la fiction qui le déclare chargé d'affaires du bien-être et des intérêts du Peuple, ce dernier lui demande le bien-être et la satisfaction de ses intérêts. L'État n'y parvient pas, ne le voulant pas, et *ne le pouvant pas*. Le Peuple se soulève, change les hommes, change les noms. Au lieu de Charles X, il a Louis-Philippe, au lieu de Napoléon III, il a la République versaillaise. Mais ce n'est ni Charles X, ni Louis-Philippe, ni Napoléon III, qui étaient le véritable ennemi, et ce n'est point parce que sept cents hommes légiféreront au nom de la République, au lieu de légiférer au nom de l'Empereur, que les choses seront autrement.

« *Je vous le dis, en bon français, notre ennemi, c'est notre maître !* »¹

Or, quel est ce maître? — C'est l'État, c'est-à-dire, cet être de raison à qui vous avez confié le droit de disposer de vos personnes et de vos biens, du présent et de l'avenir de la patrie où vous vous développez. Le mal dont vous souffrez, c'est d'abdiquer, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, mais d'abdiquer toujours et d'attendre d'autrui ce que vous ne devriez demander qu'à vous-même. Ce qui vous ronge, ce dont vous mourrez, si vous n'y portez remède, c'est d'avoir au-dessus de vous quelque chose qui n'est pas vous, qui, par conséquent pense et agit autrement que vous ne pensez, que vous n'agiriez, qui, avec la meilleure intention du monde, ne peut connaître vos intérêts, sentir vos besoins, comme vous les connaissez, comme vous les sentez, y satisfaire comme vous y satisferiez vous-mêmes.

Et comprenez bien ceci, — classes déshéritées, ouvriers, hommes de bonne volonté de tous les rangs qui portez en vous l'idéal de la justice, l'amour du vrai, — si, au lieu des drôles, des farceurs et des ambitieux qui, en très grande majorité, surprennent leur nomination à votre ignorance, si, au lieu de cette tourbe de repus, d'intrigants ou d'imbéciles, vos ennemis par intérêt de caste ou par simple stupidité, vous nommiez seulement des ouvriers, des hommes absolument purs et dévoués, — à moins que ces hommes n'emploient *immédiatement* leur court passage au Pouvoir, à supprimer l'État tel qu'il existe, ces hommes deviendraient demain vos ennemis, qu'ils le voulussent ou non, et vous n'auriez rien gagné au change.

S'ils gardaient le Pouvoir, ils deviendraient, en effet, le Pouvoir lui-même. L'État s'incarnerait en eux, et, en admettant qu'ils fussent une collection d'hommes de génie honnêtes, en admettant que leurs vertus privées adoucissent le poids de la chaîne, vous n'en seriez pas moins enchaînés...

Arthur Arnould,
(extrait de sa conclusion à
*l'Histoire populaire et parlementaire
de la Commune de Paris*)
janvier 1872-janvier 1873

1. Célèbre vers de la fable *Le Vieillard et l'Âne*, de Jean de La Fontaine

